

## Matthias Fekl

Secrétaire d'État , auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger

### **Mandat(s)**

Élu le 20 juin 2012 (Lot-et-Garonne 2<sup>ème</sup> circonscription); date de début de mandat : le 20 juin 2012 (Élections générales)

Fin de mandat le 4 octobre 2014 (Nomination comme membre du Gouvernement)

### **Fonctions ministérielles**

Secrétaire d'État , auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger [J.O. 5 septembre 2014]

## NOMINATIONS

### **Commissions**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. 28 juin 2012 - J.O. 16 avril 2013]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. 11 juillet 2012 - 4 octobre 2014]

Membre de la mission d'information sur les immigrés âgés [J.O. 8 décembre 2012 - 2 juillet 2013]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions hum le 12 décembre 2012 [J.O. 13 décembre 2012]

Président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. 1<sup>er</sup> février 2013 - 4 octobre 2014]

Membre de la commission des affaires économiques [J.O. 16 avril 2013 - J.O. 17 avril 2013]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. 17 avril 2013 - J.O. 1<sup>er</sup> octobre 2014]

Membre de la mission d'information sur la simplification législative [J.O. 7 décembre 2013 - 4 octobre 2014]

Vice-Président de la mission d'information sur la simplification législative [J.O. 12 décembre 2013 - 4 octobre 2014]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la suspension des poursuites engagées par le Parquet de Paris contre M. Henri Guaino, député, pour outrage à magistrat et discrédit jeté sur un acte ou une décision juridictionnelle, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ([n°1954](#)) le 28 mai 2014

Membre de la commission des affaires culturelles et de l'éducation [J.O. 1<sup>er</sup> octobre 2014 - 4 octobre 2014]

### **Organes extra-parlementaires**

Membre suppléant de la commission supérieure de la codification [J.O. 26 juillet 2012 - 4 octobre 2014]

Membre titulaire de la commission nationale de la vidéoprotection [J.O. 4 septembre 2012 - 4 octobre 2014]

**Missions temporaires**

Diverses questions liées à l'immigration auprès du Ministère de l'intérieur [J.O. 4 janvier 2013 - 27 mai 2013]

## DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution sur la proposition de résolution de M. Henri Guaino tendant à la suspension des poursuites engagées par le Parquet de Paris contre M. Henri Guaino, député, pour outrage à magistrat et discrédit jeté sur un acte ou une décision juridictionnelle, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance (1954) [28 mai 2014] ([n°1989](#))

## INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

### QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

[Union européenne. États membres. Grèce. plan de soutien. perspectives](#)

[28 novembre 2012] (p. 5802)

[Impôt sur les sociétés. Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Bilan](#)

[7 novembre 2013] (p. 11040)

[Ordre public. Manifestations. Incitation à la haine. perspectives](#) [29 janvier 2014] (p. 1062)

### RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

[M. Paul Molac](#). Politique extérieure. Canada. Accord économique et commercial. clause d'arbitrage. perspectives [9 octobre 2014] (p. 6859)

[M. François Asensi](#). Politiques communautaires. Commerce extracommunautaire. Accord transatlantique. négociations [23 octobre 2014] (p. 7714)

[M. Pierre-Yves Le Borgn'](#). Union européenne. Perspectives. Paix. promotion [6 novembre 2014] (p. 8384)

[M. Michel Piron](#). Politique extérieure. Ukraine. Situation politique. relations avec la Russie. conséquences [19 novembre 2014] (p. 8769)

[M. François Rochebloine](#). Politique extérieure. Pakistan. Chrétiens. condamnation à mort. attitude de la France [4 décembre 2014] (p. 9594)

[M. Michel Piron](#). Finances publiques. Dette publique. Dette de la Grèce. perspectives [28 janvier 2015] (p. 364)

[M. Gaby Charroux](#). Politiques communautaires. Politique économique. Réorientation [28 janvier 2015] (p. 368)

[M. Paul Molac](#). Sports. Football. Coupe du monde. Qatar. chantiers [2 avril 2015] (p. 3359)

[M. Sergio Coronado](#). Politique extérieure. Cuba. Relations économiques et culturelles. perspectives [7 mai 2015] (p. 4356)

[M. Jean-Pierre Le Roch](#). Entreprises. Réglementation. Sociétés exportatrices. soutien [20 mai 2015] (p. 4629)

# DÉBATS

(à compter du 26 juin 2012 et jusqu'au 19 juillet 2013)

Budget : loi de finances 2013

(Loi 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013)

1<sup>ère</sup> lecture

Projet de loi de finances n° 235 pour 2013

## DISCUSSION DES ARTICLES [30 octobre 2012]

Deuxième partie

Mission Justice

Ses interventions ([p.4526](#), [p.4529](#))

Police et sécurité : usage de la force  
armée par les représentants de l'ordre

1<sup>ère</sup> lecture

Proposition de loi n° 191 précisant les conditions de l'usage légal de la force armée par les représentants de l'ordre dans l'exercice de leurs missions et renforçant la protection fonctionnelle des policiers et des gendarmes

## AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [6 décembre 2012]

Son intervention ([p.6286](#))

Justice : retenue et délit d'aide au séjour irrégulier

(Loi 2012-1560 du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées)

1<sup>ère</sup> lecture

## AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [11 décembre 2012]

Son intervention sur la motion de rejet soulevée par M. Christian Jacob ([p.6399](#))

Son intervention ([p.6401](#))

## DISCUSSION DES ARTICLES [11 décembre 2012]

Avant l'article 1er

Son intervention sur les amendements 15, 19, 44 ([p.6430](#))

Article 2

Son intervention sur l'article ([p.6434](#))

Son intervention sur l'amendement 37 rectifié ([p.6440](#))

Son intervention sur l'amendement 72 ([p.6440](#))

Son intervention sur l'amendement 18 ([p.6442](#))

Ses interventions sur l'amendement 38 ([p.6445](#), [p.6446](#))

Son intervention sur les amendements 27, 39 ([p.6446](#))

Article 4

Ses interventions sur l'amendement 40 ([p.6448](#), [p.6448](#))

## EXPLICATIONS DE VOTE [11 décembre 2012]

Ses explications de vote ([p.6454](#))

### Commission mixte paritaire

#### Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2012]

Son intervention ([p.6751](#))

Société : ouverture du mariage  
aux couples de même sexe

(Loi 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage  
aux couples de personnes de même sexe)

1ère lecture

## DISCUSSION DES ARTICLES [1<sup>er</sup> février 2013]

Article 1er

Son intervention sur l'article ([p.722](#))

Pouvoirs publics : transparence  
de la vie publique (2 projets de loi)

(Loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique)

## 1ère lecture

### **AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [17 juin 2013]**

Son intervention ([p.6496](#))

### **DISCUSSION DES ARTICLES [19 juin 2013]**

Article 18

Ses interventions sur l'amendement 143 ([p.6710](#), [p.6710](#))

Pouvoirs publics : interdiction du cumul des fonctions  
exécutives locales avec les mandats de député,  
sénateur ou représentant au Parlement européen

(Loi 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions  
exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur)

## 1ère lecture

### **AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [3 juillet 2013]**

Son intervention sur la motion de rejet soulevée par M. Christian Jacob ([p.7420](#))